



N° 41

LETTRE D'INFORMATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



Dr Ebrima Madi Kunjo, directeur général adjoint de l'Institut national de recherche agricole (NARI) de la Gambie, brutalement arraché à l'affection de son pays, de la sous-région et du continent africain.

Dr Ebrima Madi Kunjo n'est plus de ce monde

QUAND, LE 28 NOVEMBRE 2006, la nouvelle est tombée, à dix-huit heures cinquante-huit minutes, dans les boîtes de courrier électronique, la consternation et le doute s'exprimaient dans cette interrogation : comment est-ce possible qu'il meurt ? De Banjul, où il résidait, docteur Ebrima Madi Kunjo a rendu l'âme, le samedi 25 novembre, à deux heures vingt-cinq minutes. Le même jour, à dix-sept heures, sa dépouille mortelle fut enterrée, quittant pour l'éternité parents, proches, amis, collègues et surtout sa veuve et ses trois enfants, une petite famille d'un garçon et de deux filles. Mais qui était-il ?

Dr Kunjo était, d'abord et avant tout, un chercheur émérite, avant d'être le directeur général adjoint du National Agricultural Research Institute (NARI) (Institut national de recherche agricole) de la Gambie. Il fut également coordonnateur du ADB Nerica Rice

(Suite à la page 8)

Cérémonie de départ à l'ISRA Papa Abdoulaye Seck, ex-directeur général : " Il n'est jamais trop de trop donner à la recherche "

"HAVE A DREAM" AVAIT SONNÉ COMME une grosse guitare basse de jazz, du fin fond de l'Amérique, pour espérer fonder une société plus civilisée. " Je rêve d'un Sénégal agricole vert " du docteur en économie Papa Abdoulaye Seck, qui a tonné comme un grand tam-tam, sera-t-il aussi entendu ? Le désormais ex-directeur général de l'Institut sénégalais de recherches agricoles l'a clamé, un 29 septembre 2006, à Dakar. C'était lors de la cérémonie organisée, dans

l'enceinte du siège de l'Institut, à l'occasion de son départ de la direction générale pour celle de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), à Cotonou, qu'il a remportée de haute lutte. C'est comme si tout le gotha de la capitale et des régions s'y était donné rendez-vous : les directeurs de cabinet du ministre de l'agriculture, de l'hydraulique rurale et de la sécurité

(Suite à la page 8)



Papa Abdoulaye Seck, ex-directeur général de l'ISRA, après son discours, reçoit joyeusement un de ses beaux cadeaux.

Cameroun L'enquête démasque les fruitiers

AU CAMEROUN, LES FRUITS SE COMPtent à gogo. Mais connaît-on véritablement les arbres qui les produisent ? A quoi cela pourrait-il servir ? N'est-il pas suffisant de se contenter de les manger ? Il semble bien que non. Dans les centres urbains, on en raffole de plus en plus, générateurs de revenus et nutritifs qu'ils sont. Cela signifie que, pour satisfaire cette nouvelle demande, il faut procéder à l'amélioration de la production fruitière. Or on dispose de peu de connaissances sur les espèces cultivées, les contraintes de production et leur place dans les activités des exploitations familiales agricoles. C'est pour remédier à cela, que le Projet pôle de compétence en partenariat a " diligenté " une enquête diagnostique, couvrant tout le " grand sud " du pays, afin de développer des stratégies de recherche.

Ainsi, dans les exploitations familiales agricoles des zones périurbaines de Foréké, de Dschang et de Yaoundé et des zones rurales de Bokito, les cher-

cheurs de l'Institut de recherche agricole pour le développement ont minutieusement enquêté sur la situation des fruitiers. Ils ont inventorié 49 espèces inégalement réparties sur ce territoire : 22 à Yaoundé, dont 24 % sont des avocatiers, 24 % des manguiers et 22 % des safoutiers ; 15 à Foréké, dont 24 % sont des safoutiers, 19 % des avocatiers et 10 % des Kolatiers ; 12 à Bokito, dont 37 % sont des orangers, 27 % des safoutiers et 10 % des manguiers.

Ils ont également découvert que les fruitiers sont cultivés en association avec les vivriers, les cacaoyers, les caféiers et les palmiers et seuls en jachère. Quarante pour cent des plantations à Yaoundé et à Foréké ainsi que 50 % à Bokito sont âgées de moins de 10 ans. Leur culture est à 90 % une activité des hommes moyennement âgés de 51 ans.

Enfin, les contraintes de leur production se sont révélées être l'absence de savoir-faire des producteurs, la mauvaise qualité du matériel végétal, les maladies et l'hostilité de l'environnement socioéconomique.

Contact : Kuate Jean
IRAD, 2067, Yaoundé, Cameroun
Tél. et fax : (237) 222 59 24

pement ou à l'introduction des produits. Ainsi, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles va s'attacher à renforcer et à mieux mobiliser les ressources humaines et institutionnelles, devant aboutir à une large application des biotechnologies durables et traditionnelles capables de participer à l'amélioration de la vie des populations et au développement économique des pays. Guidé qu'il est par l'objectif de faire faire au Programme le record d'augmenter la qualité et la pertinence de ces ressources, pour qu'elles soient à même de développer et (ou) d'adopter des produits conduisant à une agriculture durable et rentable.

Les recherches commandées par la demande sociale

Pour cela, une méthode et une stratégie sont définies. Tous les acteurs agricoles sous-régionaux et internationaux se sont déjà engagés dans un processus d'identification des applications biotechnologiques prioritaires susceptibles de faciliter le développement des produits. Pour cela, ils se sont basés sur les plus importantes contraintes de la production végétale et animale (voir précédents numéros de *Coraf Action*). La définition des priorités a été la première étape. Elle a permis d'identifier non seulement les cultures et les produits animaux, mais aussi les contraintes qui les frappent.

En conséquence, les acteurs agricoles ont établi, de manière participative, un certain nombre de critères : la croissance économique, le bien-être social, la qualité de l'environnement, le développement des capacités et l'impact potentiel, à l'échelle sous-régionale. Pour approfondir l'analyse, d'abord, ils sont allés jusqu'à définir des sous-critères à chacun de ces derniers par des choix raisonnés, et non statistiques, dans la réflexion commune. Ensuite, ils ont accordé une note à chaque contrainte, en se basant sur ces sous-critères, et ont établi la moyenne des scores calculée et pondérée pour aboutir au classement des contraintes. Mais quel est l'intérêt d'une telle méthode apparemment complexe ?

Biotechnologie-biosécurité Plus de nourriture et moins de dégâts sur le milieu

DANS CE NOUVEAU MONDE souhaité de tous les vœux, peu se fait gratuitement. Même la biotechnologie. C'est pourquoi, son intégration dans l'agriculture dépend des produits qu'elle est en mesure d'apporter aux utilisateurs Ouest et Centre africains. Mais le transfert de la plupart des technologies des pays du Nord vers les pays en développement est limité. A cause des droits de propriété qui sont draconiens, des activités presque toutes au stade de recherche, des projets de recherche exécutés par les instituts de recherche internationaux ou avancés. A cause aussi des ressources humaines qui sont très faibles pour développer les capacités par la recherche et la formation,



d'où le très peu de nouveaux produits disponibles sur le marché. En conséquence, le nouveau Programme sur la biotechnologie en Afrique de l'Ouest et du Centre vise à contribuer au renforcement de ces capacités de mise en œuvre, répondant ainsi aux besoins sous-régionaux grâce au dévelop-

Elle permet de garantir que les recherches seront commandées par la demande sociale et que leurs résultats seront appliqués aux contraintes actuelles (voir encadré).

Contact : Marcel C. Nwalozié
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : marcel.nwalozié@coraf.org
Internet : www.coraf.org

Quelques priorités et contraintes majeures

Sorgho : résistance au Striga
Arachide : contre le de l'aflatoxine et résistance au virus de la rosette, résistance aux charançons et champignons (rouille, cercosporiose)

Niôô : résistance aux insectes affectant la production (thrips, puces, foreurs des gousses), au Striga et aux insectes (charançon) agissant la post-récolte, entretien et évaluation des ressources

Cultures génétiques : résistance aux insectes (puces, foreurs, etc.)

Mais : qualité des protéines de graine

Cultures forestières : protection semencière

Tomate : résistance au geminivirus de la tomate et aux nématodes, maturité modifiée

Cocotier : résistance au jaunissement létal

Banane plantain : résistance aux nématodes

Riz : résistance à la panachure jaune du riz et aux virus CMV, BTV

Caprin et ovin : peste des petits ruminants

Bovin et caprin : pneumonie contagieuse bovine (PPCB)

Bovin, caprin et ovin : entretien et évaluation des ressources génétiques, helminthoses

Porcin : peste porcine africaine

Volaille : maladie de Newcastle, helminthoses

Lait : les chercheurs cherchent pour les politiques 2

PEUVENT-ILS PROFITER DU " LAIT ET de l'argent du lait " ? Rien de tel semble-t-il envisageable, vu l'état peu reluisant de la filière ? Pourtant, la demande croissante de produits animaux constitue une opportunité pour les populations pauvres. Cette demande concerne de plus en plus les villes côtières du sud, où se concentre la population au détriment des zones de production, révèle une récente analyse de l'évolution des styles alimentaires en milieu urbain, menée par le Projet sur l'intégration régionale, l'accès aux marchés et la diversification de l'agriculture dans les pays de l'Union économique et monétaire Ouest africaine. Les éleveurs, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, autant que des agriculteurs, l'ont pour principale source de revenus

Par malheur, jusqu'à présent, les politiques publiques n'ont pas cherché à favoriser un meilleur accès au marché des produits locaux. De telle sorte que même une croissance hypothétique de la production domestique resterait insuffisante pour assurer une croissance significative de la consommation de lait par habitant et pour, tout simplement, satisfaire le niveau actuel de la consommation dans les marchés locaux. Ainsi le déficit laitier prévu sera multiplié par 2,5, entre 1990 et 2015, en Afrique de l'Ouest.

Or le développement croissant des importations de poudre de lait, les exigences de qualité des consommateurs et les difficultés des programmes nationaux de promotion des innovations soulignent l'urgence de définir des politiques publiques adaptées. Les actions des services de l'élevage se sont, en effet, souvent limitées aux programmes de lutte sanitaire et d'amélioration de la productivité, sans prendre en compte le développement des débouchés et du commerce des produits. C'est la

Les pays parmi les plus déficitaires de l'Afrique sub-saharienne

L'élevage contribue en moyenne pour 17 % du produit intérieur brut de l'Afrique de l'Ouest et pour près de 40 % de celui du secteur primaire des pays de la frange sahélienne forte vocation d'élevage.

La part du lait dans le chiffre d'affaires global de l'élevage varie de près de 5 %, en Côte d'Ivoire, 40 %, au Mali.

La production laitière est estimée 500 000 tonnes au Mali, 312 000 tonnes au Niger et 143 000 tonnes, au Sénégal.

Les importations massives de lait en poudre réalisées sont 25 milliards de francs CFA au Sénégal et 15 milliards de francs CFA, au Mali.

Le niveau d'autosuffisance est de 60-70 %, au Sahel, et de près de 10-50 %, dans les pays côtiers.

raison pour laquelle, dans plusieurs pays, on constate le faible taux d'adoption des cultures fourragères et les échecs des programmes d'insémination artificielle, en milieu paysan. Par conséquent, il convient, aujourd'hui, de mieux cibler les actions susceptibles de renforcer la compétitivité des filières laitières, pour appuyer la diversification des systèmes agricoles et favoriser une meilleure couverture de la demande par les productions locales. Les choix politiques, concernant les filières agricoles, s'orientent vers la mise en place de cadres de concertation par filière. Il est important que ces dispositifs puissent éclairer les décideurs sur les mesures urgentes à prendre et mettre en œuvre pour améliorer l'accès au marché des petits producteurs.

Au sein de la zone de l'Union économique et monétaire Ouest africaine, la régionalisation des échanges de produits laitiers importés ou locaux et d'intrants justifie que les politiques

nationales soient mises en cohérence. L'harmonisation des politiques nationales tarifaires, fiscales et réglementaires, les réflexions sur la Politique agricole de l'Union et les négociations sur les Accords de partenariat économique – entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne – constituent

autant d'éléments militant pour une approche régionale du problème.

Contact : Papa Nuhine Dièye
ISRA, BP 3120, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 832 23 13
Fax : (221) 832 24 27
E-mail : politiques.lait@isra.sn
Internet : www.repol.info

Savoirs et expressions culturelles Mobilisation contre les actes illicites

L'International Plant Genetic Resource Institute (IPGRI) ayant lancé, en partenariat avec le CORAF/WECARD, l'Initiative pour une politique de gestion des ressources génétiques en

Afrique de l'Ouest et du Centre (GRPI-WCA), basée au siège de ce dernier, une série d'articles est consacrée sa constitution et ses activités. Voici le sixième article.

POUR QUE LE BÉBÉ SUPPORTE L'EAU chaude, le mieux est de l'habituer à l'eau tiède. " Telle semble être la démarche de *Coraf Action* dans le traitement d'un domaine de droit et de politique générale si complexe et en pleine construction : les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et les expressions culturelles traditionnelles. Etape par étape, les objectifs, les principes généraux et le dispositif ont été abordés pour mieux faire connaître le projet d'instrument juridique de leur protection. Maintenant qu'il est adopté, les initiateurs veulent en faire un instrument africain, déposé entre les mains de l'Union africaine. Son adoption par l'African Regional Intellectual Property Organization (Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle) (ARIPO) a eu lieu, du 20 au 24 novembre 2006, à Maputo, puis, par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) qui a eu lieu, du 13 au 14 décembre 2006, à Douala. Pour améliorer la lutte contre l'appropriation illicite et autres actions préjudiciables à la protection des savoirs traditionnels et expressions culturelles traditionnelles, l'Organisation régionale africaine a préparé un projet de bases de données interactives de

protection défensive des savoirs traditionnels africains, à l'usage des examinateurs de brevets. Il a été présenté au séminaire sur la documentation des savoirs traditionnels, tenu du 13 au 15 décembre 2006, à Hararé. Ces deux instruments élargissent et améliorent non seulement le cadre politique et juridique des Etats membres, mais complètent également la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005, initiées par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. De même, ils permettent aux autorités compétentes d'exercer un contrôle sur l'utilisation et la diffusion de ces savoirs par un projet de recherche, auquel participent les communautés locales, une fois tombés dans le domaine public. Enfin, ils garantissent le droit des détenteurs sur leurs ressources traditionnelles. Pouvait-il en être autrement quand on sait que leur élaboration a été inspirée par les nombreux et excellents documents produits par le Comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques, les savoirs

traditionnels et le folklore de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Ainsi, les administrateurs africains ont été emmenés à demander la poursuite de la réflexion au sein et hors d'Afrique, dans le but d'améliorer les choix de politique générale, de préciser les incidences politiques sur le fonctionnement des Etats membres et de fournir les moyens matérialisant la dimension internationale. D'autant que ces deux instruments sont une composante de la stratégie commune, définie dans le cadre de la convention sur la diversité biologique. Cette dernière vise à mettre un frein à l'appauvrissement de la diversité biologique et culturelle de la planète pour que les prochaines générations s'en servent durablement.

Contact : Cheikh Alassane Fall
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Sénégal
Tél : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 31
E-mail : alassane.fall@coraf.org
Internet : www.coraf.org

La suite de cet article dans le prochain numéro.



Fonds compétitif régional Les projets au Niger évalués

"TOUT TRAVAIL MÉRITE D'ÊTRE CORRIGÉ".

Tel est le sens de la mission, envoyée à Niamey, du 2 au 4 octobre 2006, pour suivre et évaluer cinq des douze projets de recherche financés par le Fonds compétitif régional du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles. Commencés depuis plus d'un an, ils ont été "auscultés", à l'image des autres qui ont été évalués, en début septembre 2006.

En fait, il s'est agi pour cette équipe d'évaluation, composée de trois membres du Comité scientifique et technique, de la Coordination scientifique et de la gestion administrative et financière du Conseil sous-régional, de procéder au suivi des activités de ces projets de recherche opérant au Niger (voir encadré), de les visiter sur le "champ d'opération" ou site d'expérimentation, d'apprécier l'état de leur avancement, de prendre connaissance des contraintes rencontrées par les coordonnateurs régionaux et les partenaires nationaux. Pour cela, la réalisation de ces objectifs a été mesurée par l'équipe à l'aune des résultats attendus d'elles : des solutions sont proposées pour corriger les insuffisances constatées.

Ainsi, après avoir rencontré les responsables des institutions abritant ces projets que sont la faculté des sciences et techniques de l'Université Abdou Moumouni, de l'International Crop Research Institute for Semi-Arid Tropics, du Projet sur les intrants de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Institut national de recherche agronomique du Niger et l'Organisation non gouvernementale Karkara, l'équipe d'évaluation a apprécié les différents projets et formulé plusieurs recommandations. D'une manière générale, les cadres logiques n'ont pas changé. Les projets apparaissent bien appropriés et pertinents, au regard des besoins des populations et du contexte agricole et climatique. Les activités scientifiques sont dans l'ensemble correctement menées. Quelques éléments de mesure d'impact



existent, montrant que les projets auront un impact positif sur les populations et l'environnement. Un fort engagement est noté de la part des producteurs à l'égard de l'expérimentation des technologies de récupération des sols dégradés, de gestion des eaux de pluies, de réduction des coûts de production. La plupart des activités, prévues pour la période couverte par cette évaluation, sont réalisées ou en cours de l'être.

Le financement de tous ces douze projets de recherche

D'une manière spécifique, le Projet sur l'impact des rhizobiums a démontré que l'inoculation de *Acacia senegal* contribue à l'augmentation de la production de gomme arabique. En conséquence, il a été recommandé aux partenaires du Projet de mettre sur pied des dispositifs peu coûteux, tel le dispositif d'inoculation par analyse simple, au sein de la faculté des sciences et techniques, d'établir une synergie entre lui et les autres intervenant sur cette culture ou dans la zone, de profiter des initiatives nationales, telles que l'Initiative présidentielle sur la séquestration du carbone. De même, il leur a été recommandé de renforcer les capacités à inoculer des producteurs par le biais de formations et d'échanges se déroulant sur les sites d'expérimentation mêmes, de démarrer les activités relatives à la socioéconomie et au transfert des technologies aux producteurs et l'analyse de l'azote isotope et de réaménager le cadre logique pour assurer son adéquation avec le budget alloué et le reste de la durée du Projet.

Au Projet sur la collecte des eaux de pluie et la gestion des nutriments, au

Projet sur la technologie de la micro-dose d'engrais et au Projet sur la promotion de l'usage du phosphate naturel, l'équipe d'évaluation leur a délivré un satisfecit, vu le niveau très élevé de réalisation des activités sur le terrain, notamment la formation des producteurs par l'approche dite "champs-école-paysan" (CEP). Néanmoins, au premier, elle a demandé une meilleure clarification des tâches et responsabilités nationales de chaque partenaire, l'implication de tous les partenaires des trois autres Projets dans la révision de son cadre logique et la prise en compte de la dimension socioéconomique et du reste de sa durée dans ses activités. Tout comme, le coordonnateur régional est invité à mieux suivre les équipes de recherche, de façon à s'assurer de la conformité de leur travail avec les activités prévues et à obtenir la contribution de l'ensemble des institutions, des partenaires et des autres Projets.

Quant aux coordonnateurs régionaux du Projet sur l'impact des rhizobiums et du Projet sur les techniques de collecte des eaux de pluie et la gestion des nutriments, ils se sont vu recommander la rédaction d'un article scientifique sur ces résultats dans la revue scientifique régionale, *Agronomie Africaine*. Quant au Projet sur l'intégration régionale, l'excellente collaboration entre les partenaires et la bonne coordination par l'ONG Karkara a été notée.

Le bilan tiré de cette mission est que ces résultats démontrent parfaitement la nécessité de capitaliser l'expérience nigérienne en matière de transfert de technologies. A l'avenir le Conseil sous-régional doit être à même de constituer un fonds de soutien permettant aux Projets de faire face aux

éventuels problèmes survenant au cours de leur exécution.

Le Conseil sous-régional a obtenu le financement de tous ces douze projets de recherche par le Fonds européen de développement, le Department for International Development et la Banque africaine pour le développement.

Contact : Julienne Kuisseu
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : julienne.kuisseu@coraf.org
Internet : www.coraf.org

Les Projets de recherche en question

Projet sur l'impact de l'inoculation par les rhizobiums sur la productivité des gommieries plantées et (ou) naturelles et sur la dynamique des facteurs liés au fonctionnement biologique des sols sous-jacents

Projet sur les techniques de collecte des eaux de pluie et la gestion des nutriments en vue de soutenir la production alimentaire dans les zones sèches de l'Afrique de l'Ouest,

Projet sur la technologie de la microdose de fertilisants et les variétés tolérantes la sécheresse pour la prospérité des petits producteurs du Sahel,

Projet sur la promotion de l'usage du phosphate naturel pour la recapitalisation de la fertilité des sols au Sahel,

Projet sur l'intégration régionale, l'accès aux marchés et la diversification de l'agriculture dans la zone de l'UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables.

Marqueurs moléculaires : une formation à ne pas manquer

On ne peut jamais s'arrêter d'apprendre. Surtout quand on est dans un nouveau domaine aussi pointu que la biotechnologie. Un domaine où les formations commencent à fleurir. En voici un autre : un cours en recherches sur la caractérisation biomoléculaire des ressources génétiques pour mieux les conserver et les utiliser. Ce sera organisé, du 3 au 17 juillet 2007, par le centre de biotechnologie de l'Université du Ghana, un des Centres nodaux d'excellence du CORAF/WECARD, de concert avec l'Institute of genomic diversity de Cornell University, aux Etats-Unis, et Kirkhouse Trust de Grande-Bretagne.

Les prévisions sont favorables à une contribution de la conservation et de l'utilisation effectives des ressources génétiques, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement. Ceci est d'autant plus important que ces buts sont les enjeux majeurs auxquels sont confrontés les pays en développement, dans ce 21^e siècle.

En effet, bien conduites, la caractérisation et l'évaluation sont cruciales à la promotion de l'usage et de la gestion des ressources génétiques, puisque les techniques de la biologie moléculaire, qui ont conduit au développement des marqueurs moléculaires, ont joué un grand rôle dans la caractérisation génétique et l'amélioration d'une large gamme de variétés de cultivars, dans plusieurs pays développés et Centres internationaux.

Pour de plus amples informations

Cependant, à cause des limites de connaissance et de technicité et du manque de moyens qui frappent les pays en développement, peu est fait par les Systèmes nationaux de recherche agricole. Cette raison est suffisante pour justifier une telle initiative qui vise à améliorer les compétences des participants en la matière, à les doter des connaissances essentielles leur permettant de pouvoir interpréter les données moléculaires et d'appliquer les techniques présentement disponibles dans leurs pays, à valoriser l'usage des marqueurs pour une meilleure gestion et utilisation des ressources génétiques.

Les candidats, que sont les chercheurs, les universitaires en sciences et en agronomie, les étudiants en année de maîtrise ou de doctorat, sont priés de s'adresser, pour de plus amples informations, aux coordonnateurs de cette formation.

Contact : K. Offei
BC, CACS, University of Ghana, P.O.B. LG 68, Legon, Ghana
Tél. : (233) 21 500629/21 500180
Cell. : (233) 24 4090458
Fax : (233) 21 515494/21 512916/21 500629
E-mail : offei@ug.edu.gh
sk552@comell.edu

Contact : E. Y. Danquah
DCS, University of Ghana, P.O.B. LG 44, Legon, Ghana
Tél. et fax : (233) 21 515494
E-mail : edanquah@ug.edu.gh

7^e AG CORAF/WECARD Comment mobiliser les financements

Comme de coutume Coraf Action, lorsque les boss du CORAF/WECARD se réunissent en Assemblée générale, comme la septième du genre, tenue du 25 au 28 avril 2006, Serekunda, Banjul, les travaux des ateliers thématiques sont relatés. Cette fois, ils sont au nombre de deux.

« QUI TIENT LE CORDON DE LA BOURSE, tient les rênes du pouvoir ». Dans la recherche agricole et le développement rural, ceci n'est ni totalement vrai ni totalement faux. C'est pourquoi, si la création d'une fondation pour leur financement durable n'est nullement une panacée, elle n'en demeure pas moins l'épine dorsale. D'où tout le dévolu jeté sur l'étude de la stratégie de mobilisation des fonds du CORAF/WECARD par les participants de l'atelier tenu sur cette question, lors de sa septième Assemblée générale siégeant à Serekunda, à

qu'ils mettent en place des fonds nationaux destinés à la recherche, d'assurer une mobilisation endogène des ressources, d'amener le Fonds compétitif régional à financer les activités entre les pays et à capitaliser les résultats de recherche. Il s'agit, ensuite, pour l'institution de procéder à la création d'une Fondation pour le financement de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre et, enfin, de renforcer et de diversifier le partenariat financier pour la mise en œuvre de stratégies alternatives de financement.

Michaël Basse, l'auteur de l'étude, a, tour à tour, passé en revue le but, les bénéfices potentiels, les difficultés éventuelles liées à la mise en œuvre de la Fondation. Il a également abordé les capacités de l'institution à la mettre en place et à la gérer, les modalités et mécanismes de mobilisation des fonds, les Partenaires financiers potentiels, les statuts et les responsabilités de la structure chargée de sa gestion, les conclusions et recommandations.

A l'issue des présentations des orateurs et des travaux de groupes, la plénière en a discuté, à bâtons rompus, pour dire, selon certains participants, que la Fondation devrait être l'une des alternatives de la stratégie de financement des activités de l'institution,

incidences sur eux sont indéniables ; à cela s'ajoutent les politiques d'attribution de fonds des Partenaires financiers aux organisations nationales ou régionales.

A l'interrogation relative à une éventuelle contribution financière des Etats à la Fondation, vu la rareté des moyens financiers à ce niveau, la réticence est de mise de la part de certains participants qui martèlent que les décideurs politiques se doivent de multiplier leurs efforts de soutien à leurs recherches nationales. Sur cette lancée, les SNRA et le Conseil sous-régional sont priés de tout mettre en œuvre pour que les Etats leur accordent, enfin, les dix pourcent du produit intérieur brut promis, à Maputo. Compte tenu des accords de coopération signés avec l'Union économique et monétaire Ouest africaine et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, et de celui en vue avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, il est compréhensible que des participants envisagent la possibilité de financements de leur part. Ce à quoi on a répondu que des modalités de financement seront élaborés, dès l'instant où des centres d'intérêt commun sont identifiés, de même que des programmes et projets de recherche.

Dans la même veine, les financements de la Fondation seraient-ils remboursables ? Leurs charges de gestion ne seront-elles pas trop élevées ? Les réponses sont sans équivoque : ces fonds ne seront pas des prêts mais des contributions à la Fondation qui n'aura à se servir que des bénéfices générés ; seules les discussions avec les Partenaires financiers et les spécialistes en gestion de portefeuille décideront du niveau de ces coûts de gestion.



Banjul, du 25 au 28 avril 2006.

L'un de ses maillons faibles, le financement, a fait l'objet d'une étude de faisabilité que le présent atelier avait pour objectif d'enrichir les résultats, grâce aux contributions de tous les acteurs. Ainsi, la vision sur la mobilisation des ressources financières pour la mise en place d'une fondation a été présentée, de même que l'étude de faisabilité et les quatre axes d'intervention prioritaires. Selon Jean-Rostand K. Jiadias, le gestionnaire administratif et financier du Conseil sous-régional, la réalisation de ces derniers est dans l'ordre du possible. Il s'agit pour l'institution d'initier une collaboration avec les pays pour

approuvant ainsi ses efforts de diversification des sources de financement. A la question de savoir si les textes organiques actuels prévoient que l'institution puisse disposer d'une telle Fondation, il leur est répondu que non. Toutefois, elle le peut par le biais d'une révision de ces textes. En conséquence, elle est tenue d'informer largement et très clairement ses partenaires sur ces stratégies et leurs avantages. A la demande de savoir si les bénéfices engrangés par la Fondation seraient partagés avec les SNRA, l'explication suivante est donnée : l'institution conduisant des programmes et projets régionaux, leurs

Contact : Jean-Rostand K. Jiadias
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : jean-rostand.kamga@coraf.org
Internet : www.coraf.org

L'autre atelier dans le prochain numéro.

(Suite à la page 1)

Dissemination Project (Projet de vulgarisation de la variété de riz Nerica ADB).

Le NARI est l'institution représentant le Système national de recherche agricole gambien au sein du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD) qui, rappelons-le, avait justement tenu sa septième Assemblée générale, à Serekunda, à Banjul, en avril 2006.

Que les prières de tous ceux qui t'ont connu t'accompagnent pour le salut et le repos éternels de ton âme, cher frère et collègue.

Contact : Paco Sérémé
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : paco.sereme@coraf.org
Internet : www.coraf.org

(Suite à la page 8)

alimentaire, du ministre de l'élevage, du ministre de la recherche scientifique, des conseillers techniques du président de la République et du Premier ministre, les huit précédents directeurs généraux sénégalais de l'Institut, le président du comité exécutif des chercheurs, les représentants du personnel, les Partenaires, dont le secrétaire exécutif et le coordonnateur scientifique du CORAF/WECARD, les représentants du milieu sportif, les amis et les parents.

Plusieurs orateurs ont pris la parole, parmi lesquels le président du comité exécutif des chercheurs. Selon le docteur Mamadou Mbaye, cette brillante sélection de leur collègue pour diriger cette Association a une explication. L'Institut, en effet, " regorge de cadres scientifiques de haut niveau ", constitue " une bonne école de formation à la recherche " et s'avère être un " institut d'excellence ". Rien n'est alors étonnant que Papa Seck ait été à la hauteur de sa tâche, en six ans de direction générale. Les résultats s'égrènent : le volume des activités scientifiques a considérablement augmenté, avec la mise en œuvre d'une trentaine de projets de recherche financés, sur une

base compétitive, par des guichets nationaux et internationaux. Les centres régionaux et laboratoires ont été réhabilités et équipés, afin d'améliorer l'environnement de travail. Le bilan de quarante années de recherche agricole et agroalimentaire a été dressé, en terme de valorisation des résultats de la recherche, de concert avec l'Institut de technologie alimentaire, le

Dr Mamadou Mbaye, le président du comité exécutif des chercheurs de l'ISRA, pendant son allocution.



Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et l'Institut de recherche pour le développement. Au terme de l'évaluation externe, 14 chercheurs ont obtenu le grade de directeur de recherche et 14 le grade de maître de recherche sur près de 120. Elle leur offre un plan de carrière prometteur, sur lequel les bases d'un règlement d'établissement motivant et attrayant ont été jetées. Une dizaine de chercheurs a également pu préparer le doctorat dans les Universités sénégalaises, françaises et américaines.

Fort de cela, l'Institut a remporté le grand prix du président de la République pour les sciences avec la batteuse à riz améliorée, dénommée ASI, du nom des trois institutions inventrices (ADRAO, SAED et ISRA), le prix du Ministère de l'élevage pour ses recherches sur l'insémination artificielle et le prix d'Accra pour ses recherches sur le riz. La *Revue sénégalaise des recherches agricoles et agroalimentaires* est réapparue, au grand bonheur des chercheurs, le site web lancé, la page web créée au sein du rural universe Network (RUN), basé en Allemagne.

Concluant son intervention, docteur Mbaye salue " l'homme de dialogue que vous avez été et [...] vous remercie pour tous les efforts consentis [...] pour faire de l'ISRA un institut de recherche majeur ". Ce à quoi rétorque l'ex-directeur général : " Dieu m'est

témoin, j'aime l'ISRA d'un amour extrême ". " Je rêve d'un Sénégal agricole vert, dont les traits forts impriment les lettres de noblesse de l'ISRA dans un ciel dégagé ". Pour lui, le panafricanisme est la clef de voûte pour une Afrique digne, plus prospère et plus solidaire, la balkanisation politique ayant conduit à une balkanisation scientifique, synonyme d'une dispersion des intelligences et des moyens. " L'investissement dans la recherche est une exigence ", martèle-t-il, avant d'expliquer que ceci est renforcé et amplifié par les enseignements de la révolution verte, synthèse intelligente de technologies, d'infrastructures et de politiques adaptées. " Je quitte le Sénégal, ajoute-t-il tristement, pour être au service de l'Afrique. " Il demeure convaincu qu'elle peut [...] refuser son statut économique actuel et faire sa révolution verte, " si et seulement si nous acceptons, d'une part, que l'agriculture soit [...] formatée par les connaissances scientifiques et, d'autre part, que le génie créateur de l'homme n'est ni le monopole ni l'oligopole des nations développées ".

Quatre principes ont toujours guidé l'action du gestionnaire de la recherche

Papa Abdoulaye Seck, ex-directeur général de l'ISRA, pendant son allocution.



qu'il est. Le premier est le respect du passé institutionnel qui permet de comprendre le présent et de construire l'avenir. " C'est pourquoi, je me réjouis de la présence de tous ces pionniers de la recherche agricole sénégalaise qui nous ont légué un héritage avec des rentes viables ". Le deuxième est l'expression plurielle d'un engagement pour un travail de qualité doublé d'une générosité, d'une transparence et d'une équité. Le troisième est le partage et la mise en œuvre d'une vision avec les partenaires sociaux. Le quatrième et dernier principe est la paix intérieure qui dépend de celle des administrés, car

" la richesse n'est rien d'autre que l'image que l'on se fait de soi. ", clame-t-il.

En cela, il avoue avoir donné le meilleur de lui-même et n'avoir pas fait tout ce que lui dictait son attachement à l'ISRA. Un long et sinueux chemin reste donc à parcourir par son successeur, appelé à faire plus et mieux, avec le soutien sans failles de l'en-

semble du personnel et des partenaires.

Contact : Armand Faye
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : armand.faye@coraf.org
Internet : www.coraf.org

Ce qu'on attend du Plan stratégique 6

L'idée d'une restructuration fut lancée, à N'Djamena, en 1997, elle fit son petit bonhomme de chemin pour devenir une vision stratégique, l'escale d'Accra, en 1998, puis elle prit la forme d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, au terminus de Dakar, en 2000. Depuis novembre 2006, date de démarrage du processus de son actualisation et de sa révision, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles et ses Partenaires scrutent les dix prochaines années de la vie de la sous-région, 2007-2016. La chronique, qui a commencé dans le trente et unième numéro, en relate les particularités.

NE VAUT-IL PAS MIEUX DE SAVOIR où l'on va que de retourner d'où l'on vient ? La réponse positive à cette question, le Plan stratégique de coopération agricole du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles l'a trouvée. Il l'a trouvée en s'orientant vers l'augmentation de la production, la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la Dans le milieu, on sait que la production agricole reste une activité à haute intensité de main-d'œuvre et exige l'usage de beaucoup de ressources. Quoi de plus pratique alors pour ce Plan que de réunir les conditions de la valorisation de la production et de la commercialisation des divers produits au moyen de la recherche et du

développement en coopération. Mais cela devrait se traduire par des risques limités pour l'environnement ! Tout comme l'augmentation de la production et des bénéfices peut conduire à l'association de la recherche ciblée et stratégique au couple production-consommation.

Là où existe ce couple, l'agriculture peut aider à améliorer le bien-être des populations, étant donné qu'elle est devenue la principale " industrie " de la sous-région. C'est pourquoi, les stratégies de développement sont nécessaires, afin surtout de prendre en compte les besoins des ruraux, principaux acteurs de cette production, ce qui est censé assurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et limiter l'exode rural. Cependant, même avec un taux de croissance de cette production de 4 %, la sécurité alimentaire pourrait ne pas être atteinte, si la croissance démographique actuelle de 3 % n'est pas réduite. Par conséquent, d'autres mesures sont à prendre, afin de promouvoir cette sécurité alimentaire, nonobstant celles visant le développement de la production agricole et la réduction de la croissance démographique. De même, cette sécurité pourrait être assurée par la combinaison des agricultures de subsistance et de rente et de la génération de produits non agricoles.

Le recours à la coupe abusive des bois

Le secteur de la transformation agricole peut aider à la création d'emplois, à la valorisation des produits et à la garantie d'une meilleure conservation.

Mais, il faudra étudier de plus près le rôle potentiel que le secteur agricole pourrait jouer, surtout les activités post-récoltes et la transformation des produits, dans la suppression ou la réduction de la faiblesse du taux d'absorption de la main-d'œuvre qualifiée des industries.

Il reste entendu que la production agricole ne doit pas croître sur le dos de l'environnement, en termes de réduction des forêts, de dégradation des sols, etc. En revanche, elle doit croître de manière stable pour les générations futures, tout en produisant plus pour celles d'aujourd'hui. Ainsi, les recherches ultérieures auront à se préoccuper sérieusement de la génération de technologies combattant la coupe abusive du bois et le recours aux pratiques culturales sur brûlis néfastes aux cultures itinérantes. Pour cela, la démarche participative, soutenue par des campagnes de sen-



sibilisation ciblant les communautés rurales, sera à adopter pour une meilleure gestion de l'environnement.

Contact : Paco Sérémé
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : paco.sereme@coraf.org
Internet : www.coraf.org

Les prochains articles débiteront la relation sur les résultats des trois premiers ateliers de la série de sept ateliers du processus d'actualisation et de révision du Plan stratégique, qui se poursuit.

CORAF/WECARD Toujours du sang neuf dans les veines

DEPUIS TROIS ANS, C'EST LE BRANLE-bas de changements et d'activités au sein du conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles. Pour remplir sa mission, dont la mise en œuvre de son Plan stratégique, une vision sur l'avenir de la sous-région d'ici 2016, il a mis en place un programme de renforcement de ses capacités et de son organisation. Dans la transparence la plus totale — appel à candidatures, sélection et entretien —, le Secrétariat exécutif, basé à Dakar, a encore recruté un nouveau cadre, sous la supervision du coordonnateur scientifique, Marcel C. Nwalozie.

Il s'agit de Mlle Julienne Kuseu, assistante de programme, recrutée, en juin 2006, pour participer à l'élaboration des programmes du personnel staff, l'appuyer dans leur suivi et leur gestion. Elle se voit également dévolue la charge de bien rédiger les rapports techniques et de représenter, des fois, le Secrétariat exécutif aux rencontres techniques. Toutes choses qui entrent dans ses cordes. N'écrit-elle pas, elle-



Julienne Kuseu, assistante de programme au Secrétariat exécutif du CORAF/WECARD.

même, qu'elle est à la " recherche d'un poste de défi en agriculture, en environnement et en gestion dans une institution nationale ou internationale " ? Très probablement elle saura le relever, quand on se réfère à ses brillantes études, à son expérience professionnelle, à ses travaux de recherche et de publication.

D'origine camerounaise, elle débarque à Dakar, en 1994, avec " livres et bagage ", y compris une licence en zoologie, acquise à la faculté des sciences de l'Université de Yaoundé (actuel Yaoundé 1), en 1992, pour venir chercher une maîtrise de sciences naturelles et un diplôme d'études approfondies, à l'institut des sciences de l'environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Sans transiger, elle a décroché le premier, en 1995, et le dernier, trois ans plus tard.

Les Sénégalais de l'intérieur

Très révélateur est le sujet qu'elle a traité dans ce dernier : " Flore et végétation aquatiques dans le Delta du fleuve Sénégal ". Car il brûle sur les lèvres de se demander qu'est-ce qui fait courir cette gazelle, de deux mètres révolus, dans cette " dense forêt de connaissances végétales " ? Elle répond, sans hésiter : " *C'est une passion que, pourtant, j'ai épousée bien plus tard, attirée que j'étais, très jeune, par la médecine, que je n'ai pas eue la chance de rencontrer. Est-ce que ce n'est pas plutôt, pour cela, que je me suis vouée aux sciences naturelles, dans l'espoir de la retrouver, à travers des enseignements pluridis-*

ciplinaires, tels les sciences de la santé et les aspects environnementaux de l'agriculture ? "

Fidèle à son objectif de départ et sans se lasser de courir, elle a fait des formations en botanique tropicale, en gestion et en administration des entreprises, en langue anglaise incontournable dans les domaines de sa passion. Avec de tels parchemins et un tel gabarit, rien ne devait pouvoir l'arrêter de courir vers le plein emploi. Ainsi, pour ne citer que quelques cas, elle a participé à plusieurs missions de recherche botanique dans le parc national de Niokolo Koba, la Vallée du fleuve Sénégal et les mares de la région de Kaolack. Elle a participé à la rédaction du chapitre sur la " typologie et l'évolution des systèmes de production, de distribution et de commercialisation des produits agricoles en Afrique sub-saharienne ", partie intégrante du rapport publié par la Banque mondiale intitulé " International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development " (Evaluation globale de la science et de la technologie pour le développement). De 2000 à 2006, elle était chargée de projets, à Pesticide Action Network (PAN) Africa, sur l'alimentation et l'équité, sur le coton biologique, sur les connaissances traditionnelles et les végétaux, sur la santé et l'environnement, sur la formation des producteurs, etc.

En somme, Julienne Cissé... pardon Kuseu — ce sont les Sénégalais de l'intérieur qui l'ont appelé ainsi — s'avère compétente dans les domaines de la recherche agricole, de la gestion des ressources naturelles, de la gestion des projets, des études d'impact environnemental, de la promotion des alternatives aux pesticides chimiques en agriculture et en gestion intégrée des cultures. Elle est l'auteur de plusieurs communications et articles dans des revues germaniques, britanniques, françaises et sénégalaises.

Contact : Jean-Rostand K. Jiadias
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 869 96 18
Fax : (221) 869 96 33
E-mail : jean-rostand.kamga@coraf.org
Internet : www.coraf.org

Les producteurs : une nouvelle façon de les conseiller

JE FUIS TOUT CE QUI EST NOIR, QUAND c'est le Grand Aklalo d'Abicini qui a tué tes aïeux " ! Avec tous les services de conseil agricole qui se sont succédés en milieu rural sénégalais, il y a de quoi fuir, dès qu'apparaît un nouveau, à l'horizon. Leur disparition, un à un, n'en est-elle pas la preuve ? Et pourtant, la demande sociale est là, toujours grandissante et pressante, du fait surtout de la lenteur du rythme de développement de l'agriculture. Alors, pourquoi tant de bonnes initiatives ont-elles échoué ? Était-ce dans leur forme légale, leur mission, leurs objectifs, leurs moyens, leur manière d'intervenir ? Ou était-ce l'environnement local, national ou international ? Probablement qu'il y en a un peu de tout. C'est peut-être tout cela que la non moins jeune Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) a capitalisé pour avoir eu le courage d'affronter les producteurs sceptiques.

En se mettant, en effet, au service des producteurs pour un développement rural durable, depuis 1999, elle cherche à innover les méthodes d'approche. L'un des jalons posés est de fonder sa démarche sur l'application des principes de la globalité, de la participation, de la communication, de la responsabilisation, de la décentralisation et de la pluridisciplinarité. L'autre jalon posé, qui concerne l'élaboration du Programme de conseil agricole et rural, se réalise, grâce à l'étroite collaboration des Organisations des producteurs, soutenues par l'Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base (ASPRODEB), la mise en place du cadre local de concertation des Organisations de producteurs, l'appui du conseil agricole et rural de l'Agence et des Partenaires au développement. Ceci se traduit par la réalisation d'un diagnostic participatif et l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation participative du Programme. Le troisième jalon consiste à être présent dans les onze régions du pays et à intervenir, en milieu rural et en zone périurbaine,

dans l'agronomie, l'élevage, la pêche, l'hydraulique, l'environnement ou toute autre activité initiée par les producteurs, en vue d'améliorer leurs revenus et de lutter contre la pauvreté.



Société anonyme à participation publique majoritaire

Pour poser de tels jalons, il a fallu aux promoteurs de l'Agence de la doter, dès l'instant qu'elle est une des cinq composantes du Programme des services agricoles et des organisations des producteurs (PSAOP), d'une lourde charge : promouvoir et piloter un service de conseil agricole et rural décentralisé à la demande, permettant aux producteurs d'améliorer durablement la productivité, les productions, la sécurité alimentaire et les revenus, évaluer l'impact, l'efficacité et la cohérence du conseil agricole et rural. Ainsi, l'Agence vise à établir un service répondant aux besoins des producteurs, parce que commandés par eux, et pour ce faire, permet leur accès à toute une gamme d'innovations techniques, de renforcer leurs capacités et de les accompagner au cours de l'élaboration, de l'application et de l'évaluation du conseil agricole et rural.

Pour assumer de telles charges, les autorités sénégalaises ont créé l'Agence sous la forme d'une société anonyme à participation publique majoritaire destinée à devenir minoritaire. C'est pourquoi, elle est dirigée par une Assemblée générale des actionnaires qu'épaulent un Conseil d'administration, une Direction générale et onze directions régionales autonomes.

En cela, les autorités sénégalaises ont été soutenues par la Banque mondiale.

Contact : Cheikh Mbacke Mboup
ANCAR, BP 167810 307, Dakar-Liberté
Sénégal
Tél. : (221) 864 26 05/859 14 25
Fax : (221) 824 93 63/832 55 79
e-mail : ancar@orange.sn

Mali Un plan d'action pour fournir les intrants

PARTOUT, LES PRODUCTEURS SONT connus pour être pragmatiques. Quand un problème est à leur portée, ils s'attèlent à lui trouver une issue. Face à moult contraintes d'approvisionnement en intrants agri-

Coraf Action

Lettre d'information trimestrielle
du Conseil Ouest et Centre africain pour
la recherche et le développement agricoles

Directeur de la publication

Paco Sørømo

Rédacteur en chef

Armand Faye

Coordonnatrice nationale ayant collaboré à ce numéro :

Rose Ekindi Mbonga, IRAD, Cameroun

Documentation

Kassalo Bamazi

Mise en pages

Ngor Sarr

Edition et distribution

CORAF/WECARD

Version anglaise disponible

CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,
CP 18523, Sénégal

Tél. : (221) 869 96 18

Fax : (221) 869 96 33

E-mail : paco.sereme@coraf.org

E-mail : amand.faye@coraf.org

E-mail Coraf Action :

coraf.action@coraf.org

Internet : www.coraf.org

ISSN : 0850 5810

Imprimerie : Saint-Paul, Dakar

coles, l'Association professionnelle des chambres d'agriculture du Mali s'est adressée au Projet régional de marché des intrants. Elle lui a fait faire une étude sur leur amélioration qui a débuté, en décembre 2005. Depuis, le Projet s'y est pris de la manière suivante : six ateliers régionaux ont été organisés, à l'issue desquels les producteurs ont formulé des propositions. Un atelier national, tenu en juillet 2006, à Bamako, les a traduites en activités à réaliser. Cela a donné un plan d'action. Celui-ci est en train de s'exécuter en deux phases.

Deux mois après, en octobre, ils se sont attelés à installer les structures devant mettre en pratique les activités d'achat, de stockage, de vente, de formation, de réglementation et de gestion. En juin 2007, ils vont commencer à mettre en œuvre les activités de terrain. Mais il va falloir les commencer après la répartition des tâches et des fonctions entre les différents acteurs, donner le temps nécessaire à leur réalisation, rechercher un seul objectif, c'est-à-dire l'intérêt général.

Ils doivent, enfin, pouvoir compter sur le Projet régional de marché des intrants, impliqué jusqu'au cou dans cette heureuse initiative et disponible à l'accompagner ainsi que ses partenaires jusqu'au bout.

Contact : Projet MIR
11 BP 882 Ouagadougou 11
Burkina Faso
Tél. : (226) 50 37 45 13
Fax : (226) 50 37 49 69
E-mail : ifdcburkina@ifdc.org

Bulletin Mensuel du FARA.

Ce numéro 10 d'octobre 2006, volume 1, passe en revue divers sujets : la création de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), l'incorporation de la recherche sur la pêche et l'aquaculture dans les programmes du Forum pour la recherche agricole en Afrique, la formation sur la gouvernance des membres de son Comité exécutif, des secrétaires exécutifs des Organisations sous-régionales, dont celui du CORAF/WECARD et des directeurs de certains Instituts nationaux de recherche agricole et les initiatives régionales du Forum.

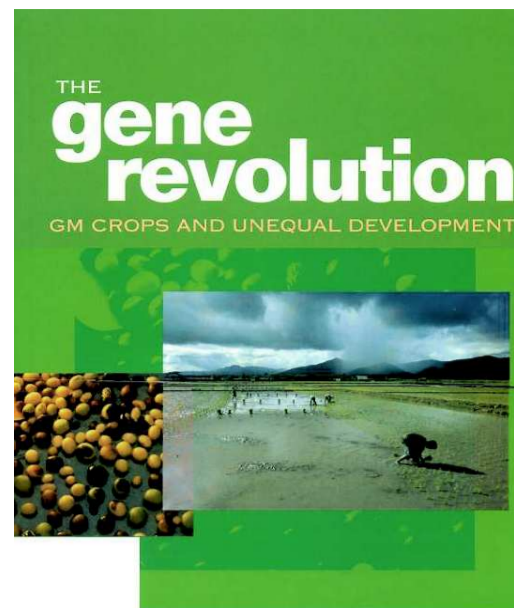
Plantes transgéniques : faits et enjeux. Par André Gallais et Agnès Ricoch.

Depuis quelques années, les plantes transgéniques ont fait irruption dans la vie quotidienne des gens, voire de plus en plus dans leur assiette. Mais le doute sur leurs risques subsiste dans les esprits et se transforme en polémique : rejet ou maintien.

Ce recueil d'informations sur la transgénèse et les plantes transgéniques permet d'y voir plus clair, en ce qu'il examine les points de vue scientifiques, techniques, économiques et sociétaux.

Il s'adresse à un public large d'étudiants, d'agronomes, de chercheurs, d'enseignants, de décideurs. Il s'adresse également au grand public désireux d'approfondir ses connaissances dans le domaine.

Édité par les Editions Quas, INRA, RD 10, 78026 Versailles Cedex, France. 2006, 284 pages, ISBN 10:2-7592-0001-9. Prix 34 euros.



EDITED BY SAKIKO FUKUDA-PARR

The Gene Revolution on Crops Unequal Development. Par Sakiko Fukuda-Parr.

Qu'on y adhère ou pas, la biotechnologie est fondamentale et politiquement chargée. Dans ce 21^e siècle, il est un grand enjeu pour l'humanité, notamment du fait de la rapide crois-

sance de la population et des impacts futurs incertains du changement climatique.

Ce beau livre est le premier du genre à jeter les ponts entre les non-partisans et les partisans de cette technologie. Le CORAF/WECARD y a joué sa partition, en traitant du rôle stratégique de la biotechnologie dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Édité par Earthcan, Camden High Street, London W1 0JH, UK, tél. 44 (0) 20 7387, fax 44 (0) 20 7387 8997, e-mail:earthinfo@earthcan.co.uk, site web www.earthcan.co.uk, et2283 Quichsilver Drive, Sterling, VA 20166-2012, USA. 2007, 248 pages, ISBN 978-1-84407-409-9.

AGENDA

Réunions du Conseil

□ Le Conseil sous-régional organise, dans le cadre de la réactualisation et de la révision de son Plan stratégique, deux ateliers successifs sur la restitution et l'analyse des résultats de l'étude relative à l'analyse économique et géographique des priorités de recherche agricole pour le développement économique et social en Afrique de l'Ouest et du Centre, du 15 au 18 novembre 2006, à Saly Portudal, au Sénégal.

□ A l'issue de ces deux ateliers, le docteur Paco Sérémé, secrétaire exécutif du Conseil sous-régional, a tenu une conférence de presse, le 18 novembre 2006. Son déroulement sera publié *in extenso* dans le prochain numéro de *Coraf Action*.

□ Le Conseil sous-régional organise, dans le cadre de la réactualisation et de la révision de son Plan stratégique, le troisième atelier d'une série de sept sur l'assurance de la conformité du cadre logique et du Cadre pour la productivité en Afrique avec le pilier 4 du programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, du 12 au 15 décembre 2006, à Douala.